

PASCAL MONTAVON
Dr en droit

ABREGE DE DROIT CIVIL

Art. 1^{er} à 640 CC / Lpart

TITRE PRELIMINAIRE DU CC
PERSONNES PHYSIQUES
ASSOCIATIONS
FONDATIONS
FONDATIONS DE PREVOYANCE
PROFESSIONNELLE
MARIAGE, DIVORCE
REGIMES MATRIMONIAUX
FILIACTION
TUTELLE
SUCCESSIONS
PARTENARIAT ENREGISTRE
NOUVEAU DROIT DE PROTECTION
DE L'ADULTE

Collection
DROIT ET ENTREPRISE

2^{ème} édition 2009

EDITIONS JURIDIQUES AMC
LAUSANNE

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	V
SOMMAIRE	VI
TABLE DES MATIERES	IX
BIBLIOGRAPHIE	XLIV
ABREVIATIONS	XLVI

PARTIE I : STRUCTURE, HISTORIQUE ET PRINCIPES GENERAUX DU DROIT CIVIL

§ 1.	LE DROIT, L'EQUITE, LA JUSTICE ; REFLEXIONS ET REPERES INTRODUCTIFS	3
I.	UNE APPROCHE DU DROIT	3
1.	Jus est ars aequi et boni	3
2.	Justice commutative et distributive	4
3.	La notion de droit comme ordre juridique ou droit objectif	4
4.	Les droits subjectifs	5
5.	Principes généraux applicables à l'exercice des droits subjectifs	6
6.	La loi	6
7.	La coutume	7
II.	LE DROIT PRIVE SUISSE	7
1.	Le droit romain et les droits nationaux	7
2.	Le droit privé suisse hier et aujourd'hui	8
§ 2.	LE DROIT CIVIL SUISSE	9
I.	NOTION	9
II.	LE SYSTEME SUISSE	9
III.	L'HISTORIQUE DU CODE CIVIL (CC/CO)	10
1.	Pluralités de législations cantonales (XIXème siècle)	10
2.	L'unification du droit civil (1912)	10
3.	L'unification du droit des obligations	11
4.	La révision du droit commercial (1937 / 1950)	11
5.	L'évolution actuelle du droit civil	11
§ 3.	LE TITRE PRELIMINAIRE DU CODE CIVIL	13
	Art. 1 - 10 CC	
I.	INTRODUCTION	13
II.	L'APPLICATION DE LA LOI	13
1.	Principes	13
2.	L'analyse et l'application de la règle de droit	14
3.	La lettre et l'esprit de la loi	15
4.	L'interprétation de la loi	15
5.	La question des lacunes proprement dites et improprement dites	17
6.	Le pouvoir d'appréciation du juge	18
7.	Le recours à la doctrine et à la jurisprudence	19

III.	LES REGLES DE LA BONNE FOI ET L'ABUS DE DROIT	19
1.	En général	19
2.	Le devoir d'agir de bonne foi	19
3.	L'abus de droit	21
4.	Le principe de présomption de bonne foi	22
IV.	LES RAPPORTS ENTRE LE DROIT FEDERAL ET LE DROIT CANTONAL	24
1.	Le principe de la compétence de la Confédération en matière civile..	24
2.	Compétences en matière de droit civil réservées aux cantons	25
3.	Principe de la force dérogatoire du droit fédéral	25
V.	L'APPLICATION DES DISPOSITIONS GENERALES DU CO AUX AUTRES MATIERES DU DROIT CIVIL	26
VI.	LES REGLES DE PREUVE.....	26
1.	Généralités	26
2.	Le fardeau de la preuve	27
3.	Les présomptions de l'homme et légales.....	28
4.	Les fictions.....	29
5.	Les registres publics et les titres authentiques.....	29
5.1.	Principes.....	29
5.2.	Etendue des faits prouvés et force probante	30
5.3.	De la preuve de l'inexactitude d'un titre public	30
6.	Prohibition des formes probantes du droit cantonal	30
§ 4.	L'APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS	33
	Titre final CC	
I.	GENERALITS	33
II.	PRINCIPES DE BASE DE DROIT TRANSITOIRE.....	33
1.	Généralités	33
2.	L'application de l'ancien droit	34
3.	L'application du droit nouveau	34
4.	L'application mixte	35
III.	PROBLEMES POSES PAR L'ABROGATION DE TEXTES LEGISLATIFS.....	35
1.	Généralités	35
2.	La loi plus récente déroge en principe à la plus ancienne.....	36
3.	La loi spéciale récente déroge en principe à la loi générale plus ancienne mais non en principe l'inverse.....	36
4.	La loi de rang supérieur déroge en principe à la loi de rang inférieur.	37

PARTIE II : LES PERSONNES PHYSIQUES

§ 5.	LA PERSONNE, SUJET DE DROITS ET D'OBLIGATIONS	41
	Art. 11 - 26 et 29 - 49 CC	
I.	GENERALITES	41

II.	LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS	
	(CAPACITE CIVILE PASSIVE)	41
1.	Principe	41
2.	Les exceptions	42
3.	Autres entités au bénéfice de la capacité civile passive	42
III.	L'EXERCICE DES DROITS CIVILS	
	(CAPACITE CIVILE ACTIVE)	43
1.	Principe	43
2.	Les conditions de la capacité civile active	44
2.1.	La capacité de discernement	44
2.2.	La majorité	45
2.2.1.	Principe	45
2.2.2.	Restrictions induites du mariage ou du partenariat enregistré	45
2.2.3.	Restrictions induite d'un conseil légal	46
2.2.3.1.	Conseil légal coopérant	46
2.2.3.2.	Conseil légal gérant	46
2.2.3.3.	Conseil légal combiné ou mixte	47
2.3.	Ne pas être interdit	47
2.3.1.	Principe	47
2.3.2.	Causes et conditions d'interdiction	47
2.4.	Excursus : Pas de restriction induite d'une curatelle	48
IV.	LA SITUATION DES INCAPABLES DE DISCERNEMENT,	
	DES MINEURS ET DES INTERDITS	48
1.	Les incapables de discernement	48
2.	Les mineurs et interdits capables de discernement	49
2.1.	Principe	49
2.2.	La capacité conditionnelle	49
2.2.1.	Le système	49
2.2.2.	Situation juridique des affaires pendantes	50
2.3.	La capacité inconditionnelle	50
2.3.1.	Le système	50
2.3.2.	S'agissant d'actes purement gratuits	51
2.3.3.	S'agissant de droits strictement personnels	51
2.3.4.	S'agissant d'actes illicites	52
2.4.	Les capacités actives spéciales	52
V.	LA PARENTE ET L'ALLIANCE	53
1.	La parenté	53
2.	L'alliance	54
3.	Les proches	55
VI.	LE DROIT DE CITE ET LE DOMICILE	55
1.	Le droit de cité / l'origine	55
2.	Le domicile	55
2.1.	Principes	55
2.2.	Le domicile volontaire	56
2.3.	Le changement de domicile et les domiciles fictifs	56
2.3.1.	Le changement de domicile	56
2.3.2.	Les domiciles fictifs	57
2.4.	Les domiciles légaux	57

VII.	LA PROTECTION DE LA PERSONNALITE (renvoi § 6)	57
VIII.	LE NOM, SA PROTECTION, LE DROIT AU CHANGEMENT DE NOM	58
1.	Généralités	58
2.	Acquisition du nom	58
3.	Le droit au changement de nom	58
4.	La protection du nom	59
IX.	LE COMMENCEMENT ET LA FIN DE LA PERSONNALITE	60
1.	Commencement et fin de la personnalité	60
2.	La déclaration d'absence	61
3.	Les effets juridiques de la mort	61
X.	LES ACTES DE L'ETAT CIVIL	62
1.	Généralités	62
2.	Notion et organisation de l'état civil	62
3.	Les registres	63
4.	Force probante des enregistrements	63
§ 6.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE	65
	Art. 27 - 281 CC	
I.	GENERALITES	65
II.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE ELLE-MÊME	65
1.	Principes	65
2.	Les limites de la liberté personnelle	66
III.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE DES ATTEINTES DE TIERS	67
1.	Généralités	67
2.	Les droits de la personne protégés	67
3.	Les motifs écartant l'illicéité de l'atteinte	68
3.1.	Le consentement à une certaine limitation de sa sphère privée, à la publicité de son image, à une relative atteinte à son intégrité	68
3.2.	L'existence d'un intérêt prépondérant privé ou public	69
3.3.	La loi	70
4.	Les actions défensives des droits de la personnalité	70
4.1.	Les conditions communes aux trois actions défensives	70
4.2.	L'action en prévention de l'atteinte	71
4.3.	L'action en cessation de l'atteinte	71
4.4.	L'action en constatation du caractère illicite de l'atteinte si le trouble subsiste	72
5.	Les demandes en rectification de faits et communication du jugement	72
6.	Les actions réparatrices	72
6.1.	L'action en dommages-intérêts	72
6.2.	L'action en réparation du tort moral	73
6.3.	L'action en remise du gain	74
7.	Mesures provisionnelles et for des actions	74

IV.	LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES PAR LE BIAIS DE MEDIAS A CARACTERE PERIODIQUE	75
1.	Principes.....	75
2.	Modalités du droit de réponse	76
V.	LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES LORS DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES	77
1.	En général	77
2.	Principes applicables aux fichiers.....	78
3.	Principes de la protection dans le secteur privé	78
4.	Principes de la protection dans le secteur public	79
5.	Les moyens de droit des personnes concernées ou lésées	79
VI.	LA PROTECTION DU DROIT A L'IMAGE.....	80
1.	Généralités	80
2.	Définition de l'image et nature du droit	80
3.	Titularité du droit	81
4.	La protection du droit à l'image	81
VII.	LES DROITS DU PATIENT FACE A LA MEDECINE	82
1.	Généralités	82
2.	Les droits du patient	82
3.	Le droit à l'information et à la confidentialité du dossier médical	83
4.	Relation thérapeutique et responsabilité juridique.....	85

PARTIE III : LES PERSONNES MORALES DU CODE CIVIL

§ 7.	LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PERSONNES MORALES DU CC ET DU CO.....	89
	Art. 52-59 CC	
I.	GENERALITES	89
II.	LES DISPOSITIONS GENERALES	89
1.	Généralités	89
2.	Les espèces de personnes morales.....	90
3.	L'acquisition de la personnalité morale	91
3.1.	Principe	91
3.2.	Conditions et modalités ordinaires	91
4.	La jouissance des droits civils	92
5.	L'exercice des droits civils	92
5.1.	Principe	92
5.2.	Notion d'organe	92
5.3.	Incidence de la notion d'organe en droit de la responsabilité.....	93
5.4.	Responsabilité personnelle pour les actes illicites commis par les organes	94
6.	Le siège ou domicile	94
7.	La dissolution et liquidation de la personne morale	94
7.1.	En général	94
7.2.	La dissolution et liquidation pour cause de but illicite ou contraire aux mœurs.....	95
8.	Champ d'application des art. 51 à 58 CC.....	96

§ 8.	L'ASSOCIATION.....	97
	Art. 60 - 79 CC	
I.	GENERALITES	97
1.	Notion.....	97
1.1.	Définition	97
1.2.	Éléments caractéristiques	97
1.3.	Similitudes avec la société coopérative	98
1.4.	Fédération d'association	98
2.	Nature du but social.....	98
2.1.	Caractère et limitation	98
2.2.	Incidence de la limitation du but idéal.....	98
3.	Organisation et statuts	99
4.	La liberté d'association	99
II.	CONSTITUTION	100
1.	Principes et éléments constitutifs	100
2.	Les statuts.....	100
2.1.	Le nom	101
2.2.	Le but	101
2.3.	Les ressources	101
2.4.	L'organisation	102
2.5.	Le siège	103
3.	L'inscription au RC	103
3.1.	Principe	103
3.2.	Conditions de l'inscription	104
3.3.	De l'industrie exercée en la forme commerciale nécessitant une inscription au RC.....	104
3.4.	Modalité de l'inscription	104
4.	Devoirs du préposé au RC.....	105
5.	Responsabilité des membres fondateurs	106
6.	Situation des pseudo-associations indûment inscrites au RC	106
7.	Association ayant un but illicite ou contraire aux mœurs	107
III.	ORGANISATION.....	107
A.	L'ASSEMBLEE GENERALE	107
1.	Notion et composition	107
2.	Compétences	108
3.	Convocation	109
3.1.	Principe	109
3.2.	Modalités.....	109
4.	Modes de décisions et majorités	110
4.1.	Formes.....	110
4.2.	Principe des droits égaux des membres	110
4.2.1.	Principe, admission de droits pluraux.....	110
4.2.2.	Droit de représentation	111
4.2.3.	Droits des mineurs et interdits capables de discernement.....	111
4.3.	Principe des décisions prises à la majorité des voix des membres présents pourvus d'un droit de vote.....	112
4.3.1.	Principe	112
4.3.2.	Des majorités absolues et relatives	112
4.3.3.	Majorités qualifiées	112
4.4.	Privation du droit de vote	113
4.5.	Voix prépondérante du président.....	113

5.	Institution de la consultation des membres par correspondance	113
6.	L'adhésion par écrit à une proposition.....	113
7.	Procès-verbal des assemblées générales, votations par correspondance et adhésions par écrit à des propositions.....	114
B.	LA DIRECTION	114
1.	Notion, composition.....	114
2.	Attributions	114
3.	Statut juridique des membres de la direction.....	115
4.	Décisions.....	115
5.	Représentation.....	116
6.	Livres comptables, comptabilité simple / commerciale.....	116
7.	Responsabilité des membres de la direction	117
C.	L'ORGANE DE REVISION	117
1.	Principes.....	117
1.1.	Distinction des contrôles ordinaire et restreint selon les valeurs seuils et la responsabilité patrimoniale des membres	117
1.2.	Appréciation	118
2.	Modalité des contrôles ordinaire et restreint.....	118
3.	Désignation de l'organe de révision	119
D.	AUTRES ORGANES	119
VI.	CARENCE DANS L'ORGANISATION	119
1.	Principe	119
2.	Compétence du juge saisi	120
3.	Prise en charge des coûts des mesures décidées.....	120
VII.	L'ACQUISITION ET PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE	120
1.	L'acquisition de la qualité de membre.....	120
2.	La sortie de l'association par démission, décès ou avènement d'une condition résolutoire.....	121
3.	L'exclusion de l'association.....	122
4.	Les effets de la sortie et de l'exclusion.....	122
VIII.	LES DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES	123
1.	Les droits des membres	123
1.1.	Les droits sociaux.....	123
1.2.	Les droits économiques.....	123
2.	Les obligations des membres.....	124
2.1.	Les obligations sociales.....	124
2.2.	Les obligations patrimoniales.....	124
2.2.1.	Les cotisations des membres	124
2.2.2.	Les versements supplémentaires, les responsabilités personnelles.....	125
IX.	LA PROTECTION DU BUT SOCIAL	125
1.	De la réalisation du but social	125
2.	La protection des droits des membres à la réalisation du but social et à l'esprit de l'association	126
X.	LA PROTECTION DES DROITS DES SOCIETAIRES	126
1.	Principes.....	126
2.	Capacité pour agir et défendre.....	126
3.	Délai d'action.....	127

4.	Nature de l'action	127
5.	Décisions nulles de plein droit	127
6.	Décisions hors le champ d'application de l'art. 75 CC	127
7.	Le droit de recourir à un arbitrage prévu par les statuts.....	128
8.	La droit d'action statutaire de tiers	128
XI.	RESPONSABILITÉ	129
1.	Principe de non responsabilité patrimoniale des sociétaires.....	129
2.	Modalités de responsabilité patrimoniale des sociétaires	129
3.	Responsabilité de la direction.....	129
XII.	LA FIN DE L'ASSOCIATION	130
1.	La dissolution par décision de l'assemblée générale	130
2.	La dissolution de par la loi	131
3.	La dissolution par jugement	132
4.	La liquidation et radiation	132
XIII.	LES OPERATIONS DE FUSION, TRANSFORMATION ET TRANSFERTS DE PATRIMOINE	133
1.	Champ d'application de la LFus.....	133
2.	Structure de la LFus	133
3.	Associations et LFus	134
3.1.	Fusions	134
3.2.	Scissions.....	134
3.3.	Transformations	134
3.4.	Transferts de patrimoine.....	135
4.	Modalités, contrôle, annulabilité, responsabilité quant aux opérations.....	135
XIV.	EXEMPLE D'ACTE CONSTITUTIF ET DE STATUTS	136
§ 9.	LA FONDATION.....	143
	Art. 80 - 89bis CC	
I.	GENERALITES	143
1.	Notion.....	143
1.1.	Définition	143
1.2.	Caractéristiques	143
2.	Droit applicable.....	143
3.	Distinctions	144
4.	L'individualisation d'une masse de biens affectés à un but spécial....	146
4.1.	Du but en général	146
4.2.	Du but commercial accessoire / principal.....	146
5.	Des biens affectés à la fondation.....	147
6.	Institutions de défense et promotion des fondations.....	147
II.	CONSTITUTION	148
1.	Principes et éléments constitutifs	148
1.1.	Principes.....	148
1.2.	Modalités.....	148
1.3.	Capacité d'ériger une fondation	149
1.4.	Personne morale fondatrice.....	149
2.	Inscription au RC et acquisition de la personnalité	150
2.1.	Modalités d'inscription.....	150
2.2.	Contenu de l'inscription au RC	150

2.3.	Des relations avec l'autorité de surveillance compétente	151
3.	Exercice des droits civils.....	151
4.	Nom et siège.....	151
5.	Droits de tiers lésés par la constitution d'une fondation.....	152
6.	Nullité de la fondation, effet guérisseur limité dans le temps.....	152
III.	ORGANISATION.....	153
1.	Généralités	153
2.	Gestion, représentation, règlement	153
3.	Livres comptables	153
4.	Les organes.....	154
4.1.	Le conseil de fondation, la direction	154
4.1.1.	Composition	154
4.1.2.	Fonctions.....	154
4.1.3.	Responsabilité	155
4.1.4.	Indemnisation.....	155
4.2.	Le comité consultatif et les autres comités	156
4.3.	L'organe de révision.....	156
4.3.1.	Principe	156
4.3.2.	De la dispense de désigner un organe de révision	157
4.3.3.	Obligation de l'organe de révision envers l'autorité de surveillance..	157
5.	Les destinataires	158
6.	De l'importance des règlements d'administration et de placements...	158
IV.	CARENCE DANS L'ORGANISATION DE LA FONDATION	159
1.	Principes.....	159
2.	Transfert de biens à une autre fondation.....	159
3.	Révocation d'une personne nommée par l'autorité de surveillance ...	159
V.	SURVEILLANCE.....	160
1.	Principes.....	160
2.	Tâches de l'autorité de surveillance	160
2.1.	En général	160
2.2.	Appréciation des placements de fortune.....	161
2.3.	Etendue de la surveillance.....	161
3.	Principes applicables aux interventions de l'autorité de surveillance.	161
3.1.	Principes généraux	161
3.2.	Principes constitutionnels.....	162
3.3.	Responsabilité de l'autorité de surveillance	162
4.	Dénonciations et plaintes à l'autorité de surveillance.....	162
4.1.	Dénonciations.....	162
4.2.	Plaintes	163
VI.	MESURES EN CAS DE SURENDETTEMENT ET D'INSOLVABILITE	163
1.	Devoir de l'organe suprême de la fondation.....	163
2.	Remise du bilan intermédiaire à l'autorité de surveillance.....	164
3.	Mise en place de mesures de redressement	164
4.	Application par analogie des dispositions sur l'ouverture ou l'ajournement de la faillite.....	164
4.1.	De l'ouverture de la faillite.....	164
4.1.1.	Principe	164
4.1.2.	Conditions formelle et matérielle	165
4.1.3.	Ouverture de la faillite par procédure sommaire	165
4.2.	De l'ajournement de la faillite.....	165

4.2.1.	Principe	165
4.2.2.	Les conditions	166
4.2.3.	La décision du juge	166
4.2.4.	La publication de l'ajournement de la faillite	167
4.2.5.	Les effets de l'ajournement de la faillite	167
4.2.6.	Durée et fin de l'ajournement de la faillite	168
VII.	MODIFICATION DE L'ORGANISATION ET DU BUT	168
1.	Généralités	168
2.	Modification de l'organisation	169
3.	Modification du but	169
3.1.	Modification initiée par l'autorité de surveillance ou l'organe suprême de la fondation	169
3.2.	Modification initiée par le fondateur ou résultant d'une disposition pour cause de mort	170
4.	Modifications accessoires de l'acte de fondation	171
VIII.	DISSOLUTION ET RADIATION	171
1.	Dissolution par l'autorité compétente	171
2.	Requête et action en dissolution	172
3.	Liquidation, cas échéant, et radiation de l'inscription	172
IX.	LES FONDATIONS DE FAMILLE ET ECCLESIASTIQUES	172
1.	Les fondations de famille	172
2.	Les fondations ecclésiastiques	173
3.	Les fondations de nature mixte	174
X.	LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATIMOINE SELON LA LFUS	174
1.	Généralités	174
2.	Fusion et transfert de patrimoine de fondations	175
2.1.	Généralités	175
2.2.	La fusion de fondations	175
2.3.	Le transfert de patrimoine	176
§ 10.	LES FONDATIONS DE PREVOYANCE PROFESSIONNELLE	179
I.	GENERALITES	179
II.	BASE DE LA PREVOYANCE PROFESSIONNELLE	180
1.	Prévoyance selon la LPP et régimes pré- et sur-obligatoire	180
2.	La 1 ^{ère} révision de la LPP et les réformes antérieures	181
III.	FORMES JURIDIQUES DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE	183
1.	Généralités	183
2.	Les fondations collectives	184
3.	Les fondations communes	184
4.	Les fondations autonomes	184
5.	Les fondations de libre passage	184
IV.	FONDS DEPREVOYANCE PATRONAUX	185
1.	Les fonds de bienfaisance	185
2.	Les fondations de financement	185

V.	L'INSTITUTION SUPPLETIVE ET LE FONDS DE GARANTIE	185
1.	L'institution supplétive.....	185
2.	Le fonds de garantie.....	186
VI.	DROIT APPLICABLE AUX FONDATIONS DE PRÉVOYANCE ET AUX FONDS PATRONAUX.....	187
1.	Droit privé et législation de la prévoyance professionnelle.....	187
2.	Législation fiscale	188
VII.	CONSTITUTION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE.....	189
1.	Principe de constitution selon les modalités ordinaires	189
2.	Enregistrement des institutions pratiquant le régime LPP obligatoire	189
VIII.	ORGANISATION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE	190
1.	Les organes.....	190
1.1.	La direction	190
1.2.	L'organe de contrôle	191
2.	L'actuaire en prévoyance professionnelle	191
3.	Les dispositions d'organisation des fondations de prévoyance imposées par la LPP	191
IX.	FINANCEMENT	193
1.	Principes.....	193
2.	Le degré de couverture	193
3.	Découvert et mesures d'assainissement.....	195
X.	PLACEMENT DE LA FORTUNE.....	196
1.	En général	196
2.	Placement chez l'employeur.....	197
XI.	RESPONSABILITE DES PERSONNES CHARGEES DE L'ADMINISTRATION ET DU CONTRÔLE.....	198
1.	Principes.....	198
2.	En général	198
3.	En situation d'assainissement.....	199
4.	Nature juridique de la responsabilité.....	200
5.	Qualité pour agir et pour défendre.....	200
6.	Solidarité des organes.....	201
7.	Prescription	201
XII.	LA LIQUIDATION PARTIELLE ET TOTALE.....	202
1.	Généralités	202
2.	La liquidation partielle	204
2.1.	Principes.....	204
2.1.1.	La réduction considérable du personnel	204
2.1.2.	La restructuration de l'entreprise.....	206
2.1.3.	La résiliation d'un contrat d'affiliation.....	206
2.2.	Le règlement de liquidation partielle.....	207
2.3.	De l'approbation du règlement de liquidation partielle par l'autorité de surveillance	207
2.4.	Protection des assurés par l'autorité de surveillance et les instances judiciaires	208
3.	La liquidation totale des institutions de prévoyance.....	209
4.	De la notion de fonds libres.....	209

XIII.	LA SURVEILLANCE DES FONDATIONS DE PREVOYANCE.....	210
1.	Principes.....	210
2.	Tâches des autorités de surveillance.....	210
3.	Haute surveillance.....	210
XIV.	LA PROTECTION DES ASSURES ET DESTINATAIRES CONFEREES PAR LA LPP.....	211
1.	Contestations relevant des tribunaux cantonaux.....	211
2.	Contestations relevant du Tribunal administratif fédéral.....	211
XV.	LA PROTECTION DES DONNEES ET L'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE	211
XVI.	LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE SELON LA LFUS	212
1.	Généralités	212
2.	Fusion.....	212
3.	Transformation.....	213
4.	transfert de patrimoine.....	213

PARTIE IV : LE MARIAGE ET LE DIVORCE

§ 11.	LE MARIAGE.....	217
	Art. 90 - 103 CC	
I.	GENERALITES	217
1.	Notions et distinctions.....	217
2.	Réglementation	217
II.	LE CONCUBINAGE.....	218
1.	Notion.....	218
2.	Droit applicable aux concubins	218
3.	Fin du concubinage	219
III.	LES FIANCAILLES.....	220
1.	Le contrat de fiançailles	220
2.	Les effets du contrat de fiançailles	220
3.	La rupture des fiançailles	220
3.1.	Restitution des présents de valeurs.....	220
3.2.	Participation et réparations financières.....	221
3.3.	Prescription	221
IV.	LES CONDITIONS REQUISES POUR CONTRACTER MARIAGE ET LES EMPÊCHEMENTS	221
1.	Principe	221
2.	Les conditions	222
2.1.	L'âge	222
2.2.	Le discernement	222
2.3.	L'absence d'interdiction.....	222
3.	Les empêchements	222
3.1.	Parenté et alliance.....	222
3.2.	Mariage antérieur	222

V.	LA PROCEDURE DE MARIAGE.....	223
1.	La procédure préparatoire	223
2.	La célébration du mariage	223
§ 12.	LA DISSOLUTION DU MARIAGE HORS PROCEDURE DE DIVORCE	225
	Art. 104 - 110 CC	
I.	GENERALITES	225
II.	LES CAS DE DISSOLUTION HORS PROCEDURE DE DIVORCE	225
1.	Le décès et la déclaration d'absence.....	225
2.	L'annulation du mariage	225
2.1.	Le mariage inexistant	226
2.2.	Les causes absolues de nullité	226
2.3.	Les causes relatives de nullité	226
III.	LES EFFETS DE L'ANNULATION	227
1.	En général	227
2.	Les effets quant au régime matrimonial	228
3.	Les effets quant à la situation personnelle des ex conjoint et des enfants	228
4.	Les effets quant à un éventuel nasciturus	228
§ 13.	LE DIVORCE.....	229
	Art. 111 - 116 et 135 - 149 CC	
I.	INTRODUCTION	229
1.	Un droit qui se doit d'être proche de la réalité	229
2.	Institutions complémentaires.....	230
II.	LES CONDITIONS DU DIVORCE.....	230
1.	Généralités	230
2.	Le divorce sur requête commune.....	230
2.1.	Accord complet des époux	231
2.1.1.	Modalités.....	231
2.1.2.	De la convention sur les effets accessoires entre époux	231
2.1.3.	De la convention relativement aux enfants.....	232
2.2.	Accord partiel des époux.....	232
2.3.	Remplacement d'une requête commune par une requête unilatérale..	232
3.	Le divorce sur demande unilatérale.....	233
3.1.	Après suspension de la vie commune.....	233
3.2.	En cas de motifs sérieux non imputables au demandeur rendant le maintien de l'union conjugale intolérable.....	233
3.3.	Effet du consentement au divorce ou d'une demande reconventionnelle	234
III.	ELEMENTS DE PROCEDURE.....	234
1.	Généralités	234
2.	For, compétence, litispendance	234
3.	Suspension de la vie commune, mesures provisoires	235
4.	Faits, conclusions et établissement des faits	235

5.	Ratification de la convention sur les effets accessoires du divorce	236
5.1.	Principe	236
5.2.	Partage de la prévoyance professionnelle	236
5.3.	Contributions d'entretien	237
6.	Sort des enfants	237
7.	Recours et révision	238
§ 14.	LES EFFETS DU DIVORCE.....	239
	Art. 119 - 134 CC	
I.	LES EFFETS PERSONNELS DU DIVORCE	239
1.	Sur le plan du droit civil	239
2.	Sur le plan des assurances sociales	239
2.1.	AVS / AI	239
2.2.	Assurance-accidents	241
2.3.	Prévoyance professionnelle	241
II.	LES EFFETS PATRIMONIAUX DU DIVORCE	241
1.	Liquidation du régime matrimonial, droit des successions	241
2.	L'attribution du logement de la famille	242
3.	Le partage des avoirs de la prévoyance professionnelle constitués durant le mariage	242
3.1.	Principes	243
3.1.1.	Si aucun cas de prévoyance n'a déjà eu lieu	243
3.1.2.	Si un cas de prévoyance a déjà eu lieu	244
3.2.	Modalités du partage en cas de prestations de sortie et rachats d'années	244
4.	L'entretien du conjoint après le divorce	245
4.1.	La fixation de la contribution équitable	245
4.1.1.	Les éléments à prendre en considération	245
4.1.2.	Point de départ, durée, forme et conditions	247
4.1.3.	Indexation	248
4.2.	La modification par le juge	248
4.3.	L'extinction	248
4.4.	L'exécution de la contribution alimentaire	249
5.	Les contributions d'entretien pour les enfants	250
5.1.	Principe	250
5.2.	La détermination de la contribution d'entretien	250
5.2.1.	Principe	250
5.2.2.	Paramètres	251
5.2.3.	Modification de la contribution d'entretien	252
III.	L'ATTRIBUTION ET L'EXERCICE DE L'AUTORITE PARENTALE	252
1.	Généralités	252
2.	L'attribution de l'autorité parentale à l'un des parents	253
3.	L'autorité parentale conjointe	254
4.	L'adaptation des mesures aux faits nouveaux	254
§ 15.	LA SEPARATION DE CORPS	255
	Art. 117 - 118 CC	
I.	GENERALITES	255
1.	Notion	255
2.	Distinction	255

II. LES EFFETS.....	256
1. Les effets personnels de la séparation de corps.....	256
2. Les effets patrimoniaux de la séparation de corps.....	256
3. Les conséquences relativement aux enfants.....	256

PARTIE V : LES EFFETS DU MARIAGE ET LES REGIMES MATRIMONIAUX

§ 16. LES EFFETS GENERAUX DU MARIAGE	259
Art. 159 - 170 CC	
I. INTRODUCTION	259
II. LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PERSONNEL	259
1. Les droits et devoirs réciproques des conjoints	259
2. Le nom de famille	260
3. Le droit de cité	260
4. La demeure commune	261
5. Les actes juridiques entre les époux et avec des tiers	261
6. Profession et entreprise des époux.....	262
7. Le logement de la famille.....	262
8. Le devoir de renseigner.....	263
III. LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PATRIMONIAL.....	263
1. Généralités	263
2. L'entretien de la famille	263
3. Le montant à libre disposition de l'époux se vouant aux enfants et au ménage.....	264
4. La contribution extraordinaire d'un époux	264
IV. LA REPRESENTATION DE L'UNION CONJUGALE	265
1. La représentation ordinaire.....	265
2. La représentation extraordinaire.....	266
3. La position des tiers dans la représentation de l'union conjugale.....	266
4. La responsabilité pour les dettes.....	266
§ 17. LA PROTECTION DE L'UNION CONJUGALE.....	267
Art. 171 - 180 CC	
I. LES OFFICES DE CONSULTATION	267
1. Principes.....	267
2. Buts des offices	267
II. LES MESURES JUDICIAIRES.....	267
1. Principes.....	267
2. Le rôle du juge	268
3. La tentative de conciliation	268
4. L'échec de la conciliation et les mesures judiciaires	268
5. Les mesures judiciaires pendant la vie commune.....	269
5.1. Les contributions pécuniaires pour l'entretien de la famille fixées par le juge.....	269
5.2. Le retrait du pouvoir de représenter l'union conjugale.....	269
6. Les mesures judiciaires en cas de suspension de la vie commune.....	270
6.1. La suspension de la vie commune	270
6.2. La séparation de biens	270

6.3.	Les mesures concernant les enfants.....	270
7.	Les mesures judiciaires pouvant être prises tant pendant la vie commune qu'en cas de suspension de celle-ci.....	271
7.1.	L'avis aux débiteurs	271
7.2.	Les restrictions du pouvoir de disposer	271
8.	Faits nouveaux	271
9.	For des mesures de protection	271
§ 18.	LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES	
	AUX REGIMES MATRIMONIAUX	273
	Art. 181 - 195a CC	
I.	LE REGIME ORDINAIRE	273
1.	Généralités	273
2.	Principe	273
II.	LES REGIMES CONVENTIONNELS	273
1.	Choix des régimes conventionnels	273
2.	Modification des régimes dans les cadres légaux	274
3.	Observation des principes généraux applicables aux contrats	274
4.	Aspect de droit international privé : l'élection de droit	274
5.	Capacité des parties et modalités	275
6.	Les effets d'un régime conventionnel.....	275
III.	LE REGIME EXTRAORDINAIRE	275
1.	Principes.....	275
2.	L'instauration de la séparation de biens pour justes motifs à la demande d'un époux	276
3.	L'instauration de plein droit de la séparation de biens en cas de séparation de corps	277
4.	L'instauration de la séparation de biens en cas d'exécution forcée contre un époux dont le couple est soumis à un régime de communauté de biens.....	277
4.1.	La séparation de biens légale en cas de faillite	277
4.2.	La séparation de biens judiciaire en cas de poursuite par voie de saisie	278
5.	La liquidation du régime antérieur	278
IV.	LA PROTECTION DES CREANCIERS EN CAS D'ADOP-TION OU DE MODIFICATION D'UN REGIME MATRIMONIAL OU DE LIQUIDATION ENTRE EPOUX.....	279
1.	Principe	279
2.	Le maintien de la garantie existante et l'obligation personnelle de l'époux attributaire	279
V.	LE FOR DES ACTIONS EN LIQUIDATION DU REGIME MATRIMONIAL.....	280
VI.	L'ADMINISTRATION DES BIENS D'UN EPOUX PAR L'AUTRE	280
1.	Mandat de gestion	280
2.	Règlement de dettes	281
VII.	L'INVENTAIRE.....	281
1.	Principe	281
2.	Effets de l'inventaire	281

§ 19. LE REGIME ORDINAIRE DE LA PARTICIPATION AUX ACQUÊTS .	283
Art. 196 - 220 CC	
I. GENERALITES	283
II. LA COMPOSITION DES BIENS.....	283
1. Les quatre masses de biens.....	283
2. Les acquêts.....	284
2.1. Notion.....	284
2.2. Le produit du travail (art. 197 al. 2 ch. 1 CC).....	284
2.3. Les sommes versées par des institutions de prévoyance en faveur du personnel ou par des institutions d'assurance ou de prévoyance sociale (art. 197 al. 2 ch. 2 CC).....	285
2.3.1. Les prestations de prévoyance professionnelle.....	285
2.3.2. Les prestations des assurances sociales.....	286
2.3.3. Les prestations sociales des institutions d'assistance et d'aides sociale.....	286
2.4. Les dommages-intérêts dus à raison d'une incapacité de travail (art. 197 al. 2 ch. 3 CC).....	286
2.5. Les revenus des biens propres (art. 197 al. 2 ch. 4 CC).....	286
2.6. Les biens acquis en remploi des acquêts (art. 197 al. 2 ch. 5 CC).....	287
2.7. Autres acquêts.....	288
3. Les biens propres.....	288
3.1. Les biens propres légaux (art. 198 CC).....	288
3.1.1. Les effets affectés exclusivement à l'usage personnel (art. 198 ch. 1 CC).....	288
3.1.2. Les biens appartenant à un époux au début du régime ou qui lui échoient ensuite par succession ou à quelque autre titre gratuit (art. 198 ch. 2 CC).....	289
3.1.3. Les créances en réparation d'un tort moral (art. 198 ch. 3 CC).....	289
3.1.4. Les biens acquis en remploi des biens propres (art. 198 ch. 4 CC)	290
3.1.4.1. Notion.....	290
3.1.4.2. Les subrogations imparfaites.....	290
3.2. Les biens propres conventionnels.....	291
3.2.1. Les biens d'acquêts affectés à l'exercice d'une profession ou d'une entreprise.....	291
3.2.2. La convention de biens propres réservés.....	292
4. Propriété et preuve de la qualité de biens propres ou d'acquêt.....	292
5. L'administration, la jouissance et la libre disposition des biens propres et des acquêts.....	293
5.1. L'administration et la jouissance des biens propres et des acquêts.....	293
5.2. La libre disposition des biens propres et des acquêts.....	293
5.2.1. Les disposition d'ordre général.....	294
5.2.2. Les dispositions propres au régime de la participation aux acquêts ...	294
III. LES DETTES DES EPOUX	294
1. Les dettes envers les tiers.....	294
2. Les dettes entre époux.....	295
3. La répartition des dettes du point de vue interne.....	296
3.1. Entre les époux.....	296
3.2. Entre les masses de biens d'un époux.....	296
3.2.1. Les dettes à la charge des propres.....	296
3.2.2. Les dettes à la charge des acquêts.....	297
3.2.3. Les dettes à la charge des propres ou des acquêts.....	297

IV.	LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA PARTICIPATION AUX ACQUÊTS	298
A.	GENERALITES	298
B.	LE MOMENT ET LES CAUSES DE LA DISSOLUTION	299
1.	Principe	299
2.	Sort des rapports juridiques accessoires	299
C.	DISSOCIATION DES PATRIMOINES, REPRISE DES BIENS ET DETERMINATION DES DETTES (1^{ère} phase).....	300
1.	La dissociation des patrimoines et la reprise par un époux des biens en possession de son conjoint.....	300
2.	La répartition des dettes entre les époux.....	301
3.	La détermination des créances comportant une part à la plus-value...	301
3.1.	Les conditions de la part à la plus-value.....	301
3.2.	Le calcul de la part à la plus-value	302
3.3.	Exigibilité de la créance variable et exécutabilité.....	304
3.4.	Exclusion de la participation à la plus-value	305
D.	DETERMINATION DES ACQUÊTS ET BIENS PROPRES DES EPOUX ET DU BENEFICE DE CHACUN (2^{ème} phase)	305
1.	Modalités.....	305
2.	Dissociation et détermination des acquêts et biens propres de chaque époux.....	305
2.1.	L'attribution des créances à plus-value entre les masses	306
2.2.	Le capital versé par une institution de prévoyance ou en raison de la perte de capacité de travail	307
2.3.	La détermination des dettes grevant les acquêts et biens propres des conjointes	307
3.	Les réunions aux acquêts.....	308
3.1.	Notion et principes	308
3.2.	Les libéralités de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC	308
3.3.	Les aliénations de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC.....	309
3.4.	Contestation, cognition du juge, prescription	310
3.5.	Relation avec les rapports et réunions de caractère successoral	310
4.	Les récompenses entre acquêts et biens propres.....	310
4.1.	Notion et principe.....	310
4.2.	La détermination de la créance de récompense	310
4.3.	Le calcul de la récompense.....	311
4.4.	Le cas particulier du paiement des intérêts par les acquêts d'une dette hypothécaire grevant un bien propre	311
E.	L'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'ACQUÊTS DE CHAQUE EPOUX (3^{ème} phase)	312
1.	Principe	312
2.	Les actifs du compte d'acquêts.....	312
3.	Les passifs du compte d'acquêts	312
4.	Le bénéfice ou déficit final.....	313
F.	LES PARTICIPATIONS RECIPROQUES AU BENEFICE DE CHACUN DES CONJOINTS (4^{ème} phase)	313
1.	La répartition légale des bénéfices	313
2.	La répartition conventionnelle des bénéfices.....	313
3.	La créance de participation.....	314

V.	LE REGLEMENT DES CREANCES ENTRE EPOUX APRES LA LIQUIDATION DU REGIME	314
1.	Généralités	314
2.	Exigibilité, prescription, compensation, sursis au paiement	315
3.	Le droit du conjoint survivant à l'attribution ou à l'utilisation du logement et du mobilier de ménage	315
3.1.	Le droit de demander l'usufruit, un droit d'habitation, la propriété du mobilier de ménage	315
3.2.	Le droit subsidiaire à l'attribution en propriété	316
4.	Les actions contre les tiers qui ont bénéficié de biens sujets à réunion	317
§ 20.	LE REGIME CONVENTIONNEL DE LA COMMUNAUTE DE BIENS. Art. 221 - 246 CC	319
I.	GENERALITES	319
II.	LA COMPOSITION DES BIENS	319
1.	Les masses de biens	319
2.	La communauté de biens universelle	320
3.	Les communautés de biens réduites	320
3.1.	La communauté de biens réduite aux acquêts	320
3.2.	Les autres communautés de biens réduites	320
4.	Les biens propres	320
5.	Remplois et récompenses dans la communauté de biens	321
III.	GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS COMMUNS	321
1.	Généralités	321
2.	L'administration ordinaire	321
3.	L'administration extraordinaire	322
3.1.	Principe	322
3.2.	Le consentement du conjoint	322
3.3.	La position des tiers	322
4.	Profession ou entreprise financée par les biens communs	323
5.	Répudiation et acquisition de succession	323
6.	Responsabilité de l'époux gérant pour la gestion des biens communs et attribution des charges y relatives	323
IV.	GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS PROPRES	324
1.	Généralités	324
2.	Restrictions du pouvoir de disposer	324
V.	LES DETTES DES EPOUX ENVERS LES TIERS	324
1.	Les dettes générales	324
2.	Les dettes propres	325
3.	La poursuite exercée contre des époux communs en biens	326
VI.	LES DETTES ENTRE EPOUX	326
1.	Le traitement des dettes entre époux	326
2.	L'attribution des dettes aux biens propres et aux biens communs	327
VII.	LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA COMMUNAUTE DE BIENS	327
1.	Le moment de la dissolution du régime	327
2.	La liquidation du régime	327

2.1.	Première phase : la reprise de ses biens propres par chaque époux	327
2.1.1.	Les actifs des biens propres.....	328
2.1.2.	Les passifs des biens propres.....	328
2.2.	Deuxième phase : La détermination de la part de chaque époux aux biens communs.....	328
2.3.	Troisième phase : Mode et procédure de partage des biens communs	329

§ 21. LE REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS..... 331

Art. 247 - 251 CC

I.	GENERALITES	331
II.	LE REGIME	331
1.	La composition des biens	331
2.	L'administration, la jouissance, et la disposition des biens.....	332
3.	Les dettes envers les tiers	332
4.	Les dettes entre les époux.....	332
5.	L'entrée en vigueur du régime	332
6.	La dissolution et liquidation du régime	332

PARTIE VI : LA FILIATION

§ 22. L'ETABLISSEMENT DE LA FILIATION 337

Art. 252 - 263 CC

I.	GENERALITES	337
1.	Notion et droit applicable.....	337
2.	Principe de l'établissement de la filiation.....	338
3.	Constatation et contestation de la filiation.....	338
II.	LA FILIATION MATERNELLE	339
1.	Principe	339
2.	Enregistrement de la filiation	339
III.	LA FILIATION PATERNELLE.....	339
1.	Généralités	339
2.	La présomption de paternité	340
3.	L'action en désaveu de paternité.....	340
3.1.	Qualité pour agir et défendre.....	340
3.2.	Délais pour agir.....	341
3.3.	Effets du jugement	341
3.4.	Incidence du mariage des parents.....	341
IV.	LA RECONNAISSANCE ET SA CONTESTATION	341
1.	La reconnaissance de paternité.....	341
1.1.	Modalités.....	341
1.2.	Les effets de la reconnaissance.....	342
2.	La contestation de la reconnaissance.....	342
2.1.	Qualités pour agir et défendre	342
2.2.	Objet de l'action	343
2.3.	Délais pour agir	343
2.4.	Les effets du jugement constatant la non-paternité.....	343

V.	L'ACTION EN PATERNITE	344
1.	Notion.....	344
2.	Qualité pour agir et défendre.....	344
3.	L'action introduite par l'enfant	345
3.1.	Modalités.....	345
3.2.	Délais	345
4.	L'action introduite par la mère.....	345
4.1.	Modalités.....	345
4.2.	Délais	345
5.	Les moyens de preuve.....	346
6.	Les effets du jugement de paternité.....	346
VI.	DROIT DE L'ENFANT ISSU D'UNE PROCREATION MEDICALE- MENT ASSISTEE DE CONNAITRE SON ASCENDANCE	346
1.	Principe	346
2.	Informations transmises	346
3.	Modalités.....	347
§ 23.	LA FILIATION PAR ADOPTION	349
	Art. 264 - 269c CC	
I.	GENERALITES	349
1.	Notion et droit applicable	349
2.	Importance de l'institution	349
II.	L'ADOPTION DE MINEURS	349
1.	Principe	349
2.	L'adoption de l'enfant mineur par les conjoints.....	350
3.	L'adoption de l'enfant mineur par une personne seule.....	350
4.	Les conditions à remplir par l'enfant et son consentement à l'adoption	350
5.	Le consentement à l'adoption des parents naturels.....	351
III.	L'ADOPTION DE MAJEURS ET D'INTERDITS	352
1.	Principe	352
2.	Particularités.....	352
IV.	LES EFFETS DE L'ADOPTION	352
1.	En général	352
2.	Enregistrement	352
V.	PROCEDURE ET PLACEMENT D'ENFANTS EN VUE DE L'ADOPTION	353
1.	Principe	353
2.	Surveillance.....	353
VI.	ACTION EN ANNULATION DE L'ADOPTION	354
1.	Conditions et motifs, qualité pour agir et défendre.....	354
2.	Délais pour agir.....	354
3.	Effet du jugement d'annulation	355
VII.	PARTICULARITES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE	355
1.	Distinctions	355
2.	Droit conventionnel international.....	355

VII.	DROIT DE L'ENFANT ADOPTE DE CONNAITRE SES PARENTS BIOLOGIQUES.....	356
1.	Principe	356
2.	Informations transmises	356
3.	Modalités.....	356
§ 24.	LES EFFETS DE LA FILIATION.....	357
	Art. 270 - 327 CC	
I.	GENERALITES	357
II.	LA COMMUNAUTE ENTRE LES PERE ET MERE ET L'ENFANT.....	357
A.	LE NOM DE FAMILLE.....	357
1.	L'enfant de parents mariés	357
2.	L'enfant de parents non mariés	357
3.	L'enfant adopté	358
4.	L'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation	358
B.	LE DROIT DE CITE	358
1.	Notion.....	358
2.	L'enfant de parents mariés	358
3.	L'enfant de parents non mariés	359
4.	L'enfant adopté	359
5.	l'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation.....	359
6.	L'enfant trouvé.....	359
C.	LES DEVOIRS RECIPROQUES.....	360
1.	Principe	360
2.	Concrétisations légales	360
D.	LES RELATIONS PERSONNELLES	360
1.	Les relations des pères et mères avec l'enfant.....	360
2.	Les relations avec des tiers	361
E.	LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE RENSEIGNEMENTS	361
III.	L'OBLIGATION D'ENTRETIEN DES PERE ET MERE	362
1.	Principe et objet.....	362
2.	Durée.....	362
3.	Débiteurs de la créance d'entretien	363
4.	L'action en prestation de l'entretien.....	363
4.1.	Qualités pour agir et aspects de procédure	363
4.2.	Etendue de la contribution d'entretien.....	364
4.3.	Modification de la contribution d'entretien	365
4.4.	Convention concernant l'obligation d'entretien	365
4.5.	Paiement des contributions d'entretien.....	365
4.6.	Parents nourriciers et droits de la mère mariée.....	366
IV.	L'AUTORITE PARENTALE.....	366
1.	Principes.....	366
2.	Titulaires de l'autorité parentale.....	367
3.	Contenu de l'autorité parentale	368
3.1.	Généralités, domicile, choix du prénom.....	368

3.2.	Education générale et éducation religieuse.....	369
4.	Représentation de l'enfant.....	369
4.1.	A l'égard des tiers	369
4.2.	A l'égard de la famille.....	370
5.	Protection de l'enfant sous autorité parentale.....	370
5.1.	Mesures protectrices, curatelle	371
5.2.	Retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale	371
5.3.	Procédure	371
V.	LA PROTECTION DES BIENS DE L'ENFANT	372
1.	Généralités	372
2.	Administration des biens de l'enfant.....	372
3.	Utilisation et prélèvement des biens.....	372
4.	Biens libérés de l'administration des père et mère	373
5.	Mesures protectrices et retrait de l'administration.....	373
6.	Fin de l'administration et responsabilité.....	373
VI.	LA TUTELLE DES MINEURS.....	374
1.	Principes.....	374
2.	Exercice des fonctions.....	374
3.	Fin de la tutelle.....	374

PARTIE VII : DE LA FAMILLE

§ 25.	LA COMMUNAUTE FAMILIALE.....	377
	Art. 328 - 334bis CC	
I.	GENERALITES	377
II.	LA DETTE ALIMENTAIRE	377
1.	Principe	377
2.	Demande d'aliments.....	378
3.	Pratique des recours à l'obligation d'entretien	379
III.	L'AUTORITE DOMESTIQUE.....	379
1.	Principe et effets.....	379
2.	Responsabilité du chef de famille.....	380
2.1.	Principe	380
2.2.	Le chef de famille au sens de l'art. 333 CC.....	381
2.3.	Moyen libératoire de la responsabilité.....	381
2.4.	Situation en cas de responsabilité du chef de famille non engagée	381
3.	Le droit au lidlohn	382
3.1.	Principe	382
3.2.	Réclamation de l'indemnité.....	382
§ 26.	LES BIENS DE FAMILLE	383
	Art. 335 - 348 CC	
I.	GENERALITES	383
II.	LES FONDATIONS DE FAMILLE	383
1.	Notion.....	383
2.	Constitution.....	384
3.	Réglementation	384

IV.	L'INDIVISION	384
1.	Généralités	384
2.	Constitution	385
3.	Effets de l'indivision	385
4.	Fin de l'indivision	386
5.	Le cas particulier des indivisions en participation	386

PARTIE VIII : LES MESURES TUTELAIRES

§ 27.	GENERALITES, ORGANISATION, CHOIX DES MESURES TUTELAIRES.....	389
	Art. 360 - 367 CC	
I.	GENERALITES	389
II.	LES ORGANES TUTELAIRES.....	389
1.	Les autorités de tutelle.....	389
1.1.	L'autorité tutélaire.....	390
1.1.1.	Compétences de droit de la tutelle.....	390
1.1.2.	Autres compétences.....	390
1.2.	L'autorité de surveillance.....	391
1.2.1.	Compétence de droit de la tutelle	391
1.2.2.	Autres compétences.....	391
2.	Les agents du droit de la tutelle.....	391
2.1.	Le tuteur	391
2.2.	Le curateur	392
2.3.	Le conseil légal	392
III.	LA TUTELLE PRIVEE	392
IV.	LES FORS TUTELAIRES.....	392
1.	Principes.....	392
2.	Domicile des personnes protégées.....	393
V.	LE CHOIX DE LA MESURE TUTELAIRE	393
1.	Principes.....	393
2.	Intensité des mesures.....	393
3.	La prolongation de l'autorité parentale.....	394
§ 28.	LA TUTELLE	395
	Art. 368 - 390, 398 - 416, 420 - 425, 431 - 453 CC	
I.	GENERALITES	395
II.	LA TUTELLE DES MINEURS.....	395
1.	Principe	395
2.	Cas de tutelle des mineurs	395
III.	LA TUTELLE DES INTERDITS	395
1.	Principe	395
2.	Les cas d'interdiction	396
3.	La procédure d'interdiction	397

IV.	LA NOMINATION DU TUTEUR	397
1.	Unité de la tutelle et tutelle multiple	397
2.	Droit de préférence des parents et du conjoint	398
3.	Droit de proposition des parents et de l'incapable.....	398
4.	Obligation d'accepter la tutelle et cause de dispense.....	398
5.	Capacité d'être tuteur	398
6.	Procédure de nomination.....	399
6.1.	La nomination	399
6.2.	Le refus et l'opposition.....	399
7.	La durée de fonction.....	400
8.	Le salaire du tuteur.....	400
VI.	L'ADMINISTRATION DE LA TUTELLE	400
1.	Les tâches à l'entrée en fonction du tuteur	400
1.1.	L'établissement d'un inventaire ordinaire ou public	400
1.2.	La garde de titres et autres objets de valeur.....	401
1.3.	La vente de mobiliers	401
1.4.	Le placement des avoirs	401
1.5.	Le maintien ou la liquidation des entreprises du pupille	401
1.6.	Le maintien des immeubles.....	401
2.	Les soins personnels au pupille	402
2.1.	Les soins personnels au pupille mineur.....	402
2.2.	Les soins personnels au pupille majeur	402
3.	La représentation du pupille.....	403
3.1.	Principes.....	403
3.2.	Affaires prohibées	403
3.3.	Affaires sous réserve de consentement.....	403
3.4.	Profession ou industrie du pupille	404
4.	L'administration des biens du pupille.....	404
5.	Le rôle des autorités tutélaires et de surveillance	405
5.1.	Principes.....	405
5.2.	Autorisations données par l'autorité tutélaire.....	405
5.3.	Autorisations données par l'autorité de surveillance	406
6.	Recours.....	406
VI.	LA FIN DE LA TUTELLE	407
1.	La fin de la tutelle des mineurs.....	407
2.	La fin de la tutelle des pupilles majeurs	407
2.1.	La fin de l'interdiction des condamnés.....	407
2.2.	La fin de la tutelle des autres interdits	407
VII.	L'EXPIRATION DES FONCTIONS DU TUTEUR.....	408
1.	En général	408
2.	Des cas de destitution	408
3.	Les effets de l'expiration des fonctions du tuteur.....	408
§ 29.	LA CURATELLE.....	411
	Art. 392 - 394, 396 - 397, 417 - 419 CC	
I.	GENERALITES	411
II.	LES TYPES DE CURATELLE.....	411
1.	Généralités	411
2.	La curatelle de représentation.....	412

3.	La curatelle de gestion.....	413
4.	la curatelle volontaire.....	413
III.	LA PROCEDURE DE MISE SOUS CURATELLE.....	414
1.	Les autorités compétentes	414
2.	La procédure.....	414
IV.	LES FONCTIONS DU CURATEUR.....	414
1.	En général	414
2.	Les mandats spéciaux.....	415
3.	La gestion de biens.....	415
V.	LA FIN DE LA CURATELLE.....	415
§ 30.	LE CONSEIL LEGAL.....	417
	Art. 395 CC	
I.	GENERALITES	417
II.	LES TYPES DE CONSEIL LÉGAL.....	417
1.	Généralités	417
2.	Le conseil légal coopérant.....	417
3.	Le conseil légal gérant.....	418
4.	Le conseil légal combiné.....	419
5.	Le conseil légal volontaire	419
III.	LA PROCEDURE DE MISE SOUS CONSEIL LEGAL	419
1.	Les autorités compétentes	419
2.	La procédure.....	419
IV.	LES FONCTIONS DU CONSEIL LEGAL.....	420
1.	Le conseil légal coopérant.....	420
2.	Le conseil légal gérant.....	420
V.	LA FIN DU CONSEIL LEGAL	421
§ 31.	LA PRIVATION DE LIBERTE A DES FINS D'ASSISTANCE.....	423
	Art. 397a - 397f CC	
I.	GENERALITES	423
1.	Notion.....	423
2.	Délimitations	423
II.	LA PRIVATION DE LIBERTE ET LA PROCEDURE	423
1.	Les conditions de la privation de liberté.....	423
2.	La procédure.....	424
3.	La responsabilité pour une mesure induue	424
§32.	LA RESPONSABILITE DES ORGANES DE LA TUTELLE	425
	Art. 426 - 430 et 454 - 455 CC	
I.	GENERALITES	425
1.	Principes.....	425
2.	Responsabilités plurales	426

3.	La responsabilité subsidiaire de la collectivité publique	426
II.	LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITE	427
1.	L'action en responsabilité	427
2.	La prescription de l'action.....	428
§ 33.	LE NOUVEAU DROIT DE PROTECTION DE L'ADULTE	429
I.	GENERALITES	429
II.	LES MESURES ANTICIPEES POUR CAUSE D'INCAPACITE DE DISCERNEMENT.....	430
1.	Le mandat pour cause d'incapacité.....	431
2.	Les directives anticipées.....	432
III.	LES MESURES APPLIQUEES DE PLEIN DROIT AUX PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT.....	433
1.	De la représentation par le conjoint ou le partenaire enregistré.....	433
2.	Etendue des pouvoirs de représentation de la personne incapable de discernement.....	434
3.	De la représentation dans le domaine médical.....	434
IV.	DE LA PROTECTION DES PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT RESIDANT DANS UN HOME OU EN INSTITUTION MEDICO-SOCIALE.....	435
1.	En général	435
2.	Des limitations à la liberté de mouvement	435
V.	LES CURATELLES PROTEIFORMES.....	436
1.	En général	436
2.	Principe et systématisation des types de curatelle	436
2.1.	La curatelle d'accompagnement.....	436
2.2.	La curatelle de représentation.....	437
2.3.	La curatelle de coopération	437
2.4.	Curatelles combinées.....	437
2.5.	La curatelle de portée générale.....	438
3.	Fin de la curatelle.....	438
4.	Du curateur et de l'exercice de la curatelle.....	438
5.	Concours de l'autorité de protection de l'adulte.....	439
6.	De l'intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	439
7.	De la curatelle confiée à des proches.....	439
8.	De la fin des fonctions du curateur.....	439
VI.	L'ABANDON DE L'AUTORITE PARENTALE PROLONGEE	440
1.	De l'autorité parentale prolongée	440
2.	Abandon de la mesure	440
VII.	ABANDON DE LA PUBLICATION DE LA LIMITATION OU DU RETRAIT DE LA CAPACITE D'EXERCER LES DROITS CIVILS	441
1.	Abolition des publications.....	441
2.	Mode d'information des personnes justifiant d'un intérêt digne de protection.....	441
VIII.	AMELIORATION DES CONDITIONS DE LA PRIVATION DE LIBERTE A DES FINS D'ASSISTANCE	441

1.	Nouvelle terminologie.....	441
2.	Modifications essentielles	442
IX.	L'AUTORITE INTERDISCIPLINAIRE DE PROTECTION DE L'ENFANT ET DE L'ADULTE	443
1.	L'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant	443
2.	L'autorité de surveillance.....	443
3.	Compétence à raison du lieu.....	444
X.	FIXATION DANS LE CODE CIVIL DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PROCEDURE	444
1.	En général	444
2.	Principaux principes.....	444
XI.	DE LA RESPONSABILITE	446
1.	En général	446
2.	Modalités.....	446
XII.	MODIFICATIONS DU DROIT DES PERSONNES, DE LA FILIATION ET DES SUCCESSIONS.....	447
1.	Modification du droit des personnes	447
2.	Modification du droit de la filiation	447
3.	Modification du droit des successions.....	448
XIII.	LIMITATION DES CURATELLES AUX PERSONNES PHYSIQUES. SORT DES FONDS RECUEILLIS PUBLIQUEMENT	448
1.	Désignation d'un commissaire en lieu et place d'un curateur s'agissant de personnes morales	448
2.	Fonds recueillis publiquement.....	448
IVX.	AUTRES MODIFICATIONS DE LA LEGISLATION	449

PARTIE IX : LES SUCCESSIONS

§ 34.	NOTIONS ET PRINCIPES GENERAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS	453
	Art. 457 ss CC	
I.	GENERALITES	453
1.	Notions et droit applicable	453
2.	La capacité de succéder.....	454
2.1.	La vocation successorale	455
2.2.	La capacité successorale.....	455
II.	PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS.....	456
1.	Succession universelle et responsabilité des héritiers.....	456
2.	La saisine.....	457
3.	L'unité de la succession	457
4.	L'héritier unique et la communauté héréditaire.....	458
5.	L'ouverture de la succession et ses principaux effets	458
III.	LA SYSTEMATIQUE DU CODE.....	458

§ 35. LES HERITIERS LEGAUX	461
Art. 457 - 466 CC	
I. GENERALITES	461
II. LE SYSTEME DES PARENTELLES	461
1. Les parentèles, les lignes et les souches	461
2. Le principe de la hiérarchie des parentèles	462
3. La parentèle des descendants	463
4. La parentèle des père et mère	463
5. La parentèle des grands-parents	464
6. La demi-parenté	465
7. La double parenté	466
III. LES DROITS DU CONJOINT / PARTENAIRE ENREGISTRE SURVIVANT	467
1. Le principe	467
2. Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant en concours avec une parentèle	467
3. Droits successoraux et liquidation du régime matrimonial des con- joints	468
4. Droits successoraux et liquidation du régime patrimonial des parte- naires enregistrés	468
5. Situation du conjoint divorcé, en cours de divorce ou dont le mariage a été annulé	468
6. Situation de l'ex-partenaire enregistré survivant, du partenaire enre- gistré en cours de dissolution de partenariat ou dont le partenariat a été annulé	469
IV. LA DEVOLUTION SUBSIDIAIRE AU CANTON ET A LA COMMUNE	469
1. Le principe	469
2. Responsabilité de la corporation pour les dettes	469
§ 36. DE LA VOCATION TESTAMENTAIRE	471
Art. 467 - 536 CC	
I. GENERALITES	471
II. LA CAPACITE DE DISPOSER	471
1. En général	471
2. La capacité de tester par testament	472
3. La capacité de disposer par pacte successoral	472
4. Dispositions nulles	473
5. Correction des erreurs manifestes de dispositions testamentaires	473
III. DE LA QUOTITE DISPONIBLE ET DES RESERVES	474
1. Notions	474
1.1. La quotité disponible	474
1.2. Les réserves	474
2. Les différentes réserves	475
2.1. Principes	475
2.2. La réserve des descendants	475
2.3. La réserve des père et mère	475
2.4. La réserve du conjoint / partenaire enregistré survivant	476
2.5. Tableau des parts successorales et des réserves	476

3.	Le privilège du conjoint survivant.....	477
3.1.	L'usufruit sur la part dévolue aux descendants communs	477
3.2.	Le remariage du conjoint survivant.....	478
3.3.	La meilleure façon d'avantager le conjoint survivant.....	478
IV.	LA CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE	479
1.	Principe	479
2.	La détermination de l'actif brut y compris les rapports	479
3.	Les déductions.....	480
4.	Les réunions	480
4.1.	Notion.....	480
4.2.	L'objet des réunions	481
4.3.	Le cas particulier des assurances en cas de décès.....	482
V.	L'EXHEREDATION.....	482
1.	Notion.....	482
2.	L'exhéredation ordinaire	483
2.1.	Principe	483
2.2.	Les effets de l'exhéredation.....	484
2.3.	L'annulation ou réduction de l'exhéredation.....	484
2.3.1.	L'action en annulation.....	484
2.3.2.	L'action en réduction	484
3.	L'exhéredation d'un insolvable.....	485
3.1.	Principe	485
3.2.	Conditions matérielles.....	485
3.3.	Annulation.....	485
VI.	LES MODES DE DISPOSER DE LA SUCCESSION.....	485
A.	LES MODES PAR TESTAMENT.....	485
1.	En général	485
1.1.	Distinctions	485
1.2.	Rapport entre les successions légales et volontaires.....	486
1.3.	L'interprétation des dispositions testamentaires	486
1.4.	Les charges et conditions grevant les dispositions pour cause de mort	487
1.4.1.	La charge.....	487
1.4.2.	La condition	488
2.	L'institution d'héritier.....	488
3.	Le legs.....	488
3.1.	Notion.....	488
3.2.	L'objet du legs.....	489
3.3.	Les rapports entre legs et succession.....	489
4.	La substitution vulgaire	490
5.	La substitution fideicommissaire.....	490
5.1.	Notion.....	490
5.2.	La position du grevé	490
5.3.	L'inventaire et les sûretés.....	491
5.4.	Prédécès du grevé et prédécès de l'appelé.....	491
6.	La fondation ou l'affectation de biens à une fondation	491
B.	LES DISPOSITIONS PROPRES AU PACTE SUCCESSORAL	491
1.	Généralités	491
2.	Le pacte d'attribution	492
2.1.	Notion.....	492
2.2.	Droit du disposant de disposer de ses biens de son vivant.....	492

2.3.	Droit du cocontractant au décès du disposant.....	493
3.	Le pacte de renonciation / abdicatif.....	493
3.1.	Notion.....	493
3.2.	La loyale échute	494
3.3.	La protection des héritiers réservataires	494
3.4.	La protection des créanciers du disposant	494
VII.	DE LA FORME DES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT	495
A.	GENERALITES	495
1.	Modalités.....	495
2.	Conservation des dispositions pour cause de mort	495
B.	LES TESTAMENTS	496
1.	Le testament public	496
2.	Le testament olographe	496
3.	Le testament oral	497
C.	REVOCATION ET SUPPRESSION DES TESTAMENTS	497
1.	Révocation et suppression par le disposant	497
2.	Suppression par cas fortuit ou par le fait d'un tiers	498
3.	Causes légales de caducité	498
D.	LE PACTE SUCCESSORAL.....	498
1.	Forme	498
2.	Résiliation et annulation	498
2.1.	La résiliation conventionnelle	498
2.2.	L'annulation unilatérale pour cause d'exhérédation.....	499
2.3.	La résolution pour cause d'inexécution.....	499
2.4.	Le prédécès de l'héritier ou du légataire.....	499
E.	DE L'EFFET SUR LES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT DE LA REDUCTION DE LA QUOTITE DISPONIBLE A LA SUITE DE SITUATIONS NOUVELLES	500
VIII.	LES EXECUTEURS TESTAMENTAIRES.....	500
1.	Principe et notion	500
2.	L'acceptation de la fonction et la rémunération	501
3.	Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire.....	501
IX.	DE L'INVALIDITE DES DISPOSITIONS DU DEFUNT	502
1.	Généralités	502
2.	Les dispositions frappées de nullité absolue.....	502
3.	Les dispositions annulables	502
3.1.	Cas d'annulabilité.....	502
3.2.	Légitimation active et passive	503
3.3.	Délais de péremption.....	503
3.4.	Possibilité d'opposer la nullité en tout temps	504
X.	DE LA REDUCTION DES DISPOSITIONS DU DEFUNT	504
1.	Généralités	504
2.	Qualités pour agir et défendre	504
3.	Les dispositions réductibles.....	505
4.	Les biens imputables sur la réserve	505
5.	L'ordre des réductions.....	505

6.	Modes particuliers de certaines réductions et mode de détermination du montant sujet à réduction.....	506
7.	Les effets de la réduction.....	507
8.	Nullité des clauses de substitution lésant les réserves	507
9.	Les délais de préemption en matière d'action en réduction.....	508
XI.	DES ACTIONS DERIVANT DES PACTES SUCCESSORAU.....	508
1.	Droit de faire dresser un inventaire	508
2.	Droit d'ouvrir action en réduction.....	508
§ 37.	L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION ET LA DEVOLUTION.....	509
	Art. 537 - 550 CC	
I.	GENERALITES	509
II.	L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION.....	509
1.	Du fait de la mort du de cujus	509
2.	Du fait de la procédure par déclaration d'absence.....	509
III.	LA CAPACITE DE SUCCEDER.....	510
1.	Le point de survie.....	510
2.	La capacité de recevoir.....	510
2.1.	La jouissance des droits civils.....	511
2.2.	L'absence d'indignité.....	511
§ 38.	LA DEVOLUTION	513
	Art. 551 - 601 CC	
I.	GENERALITES	513
II.	LES MESURES DE SURETE	513
1.	En général	513
2.	Les mesures de sûreté d'ordre général.....	513
3.	Les mesures relatives à l'ouverture des testaments	514
4.	Le cas particulier de la succession d'une personne déclarée absente ..	514
III.	L'ACQUISITION DE LA SUCCESSION.....	515
1.	Par les héritiers.....	515
2.	Par les légataires.....	515
IV.	LA REPUDIATION	516
1.	Notion.....	516
2.	Qualité pour répudier	516
3.	Forme et délais à respecter pour répudier.....	516
4.	Les effets de la répudiation.....	517
5.	La répudiation par le légataire	518
6.	La protection des créanciers de l'héritier répudiant.....	518
7.	La protection des créanciers de la succession.....	518
V.	LE BENEFICE D'INVENTAIRE	518
1.	Notion.....	518
2.	Etablissement de l'inventaire	519
3.	La clôture de l'inventaire	519
4.	L'acceptation sous bénéfice d'inventaire	520

5.	Le cas particulier des cautionnements	520
VI.	LA LIQUIDATION OFFICIELLE.....	521
1.	Notion.....	521
2.	La demande de liquidation officielle	521
3.	Procédure	522
VII.	L'ACTION EN PETITION D'HEREDITE	522
1.	Notion.....	522
2.	Qualité pour agir et qualité pour défendre.....	523
3.	Les mesures de sûreté.....	523
4.	Effets de l'action en pétition d'hérédité.....	523
5.	Prescription	523
6.	L'action du légataire.....	524
§ 39.	LE PARTAGE.....	525
	Art. 602 - 640 CC	
I.	GENERALITES	525
II.	LA COMMUNAUTE HEREDITAIRE OU HOIRIE.....	525
1.	Notion.....	525
2.	Propriété commune	525
3.	Gestion et administration de la succession	525
4.	Responsabilité pour les dettes du de cujus	526
5.	Représentation de la communauté héréditaire	526
6.	Fin de la communauté héréditaire	526
6.1.	Principe	526
6.2.	L'action tendant au partage	527
6.3.	Le sursis au partage	527
6.4.	Les mesures conservatoires	527
6.5.	Droits des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt.....	528
III.	LA MASSE A PARTAGER.....	528
1.	Composition de la masse.....	528
2.	Les modifications de la masse héréditaire jusqu'au partage.....	528
3.	Les rapports.....	529
3.1.	Notion.....	529
3.2.	Les conditions du rapport.....	529
3.3.	Les libéralités visées.....	530
3.4.	Les libéralités non soumises au rapport.....	530
3.5.	L'étendue du rapport et son calcul	530
3.6.	Les modalités du rapport	531
IV.	LES REGLES DE PARTAGE.....	532
1.	Les règles de partage fixées par les héritiers	532
2.	Les règles de partage fixées par le de cujus.....	532
3.	Intervention de l'autorité dans le partage	532
V.	LES OPERATIONS DE PARTAGE.....	533
1.	Principe de base.....	533
2.	La formation des lots.....	533
3.	L'attribution des biens.....	533

4.	Les soultes.....	534
5.	Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant.....	534
6.	L'attribution des lots.....	534
7.	Les créances et les dettes.....	534
8.	L'action en partage.....	535
VI.	LA CLÔTURE DU PARTAGE ET SES EFFETS.....	535
1.	La clôture du partage.....	535
2.	Les conventions sur parts héréditaires.....	535
2.1.	Les cessions entre cohéritiers.....	535
2.2.	Les cessions à des tiers.....	535
2.3.	Les pactes sur des successions non ouvertes.....	536
VII.	LA SITUATION DES HERITIERS APRES LE PARTAGE.....	536
1.	Les obligations.....	536
2.	La rescision du partage.....	536
3.	La responsabilité envers les tiers.....	536
4.	Les recours entre cohéritiers.....	537
VIII.	LE DROIT SUCCESSORAL PAYSAN.....	537

PARTIE X : LE PARTENARIAT ENREGISTRE

§ 40.	LE PARTENARIAT ENREGISTRE.....	541
	LPart	
I.	GENERALITES.....	541
II.	LES CONDITIONS DU PARTENARIAT.....	542
1.	Notion.....	542
2.	Conditions et empêchement.....	542
III.	LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT D'UN PARTENARIAT.....	542
1.	Procédure préliminaire.....	542
2.	Enregistrement du partenariat.....	543
IV.	ANNULATION DU PARTENARIAT.....	543
1.	Les causes absolues.....	543
2.	Les causes relatives.....	543
3.	Les effets de l'annulation.....	544
V.	LES EFFETS DU PARTENARIAT.....	544
1.	Droits et devoirs généraux.....	544
2.	Nom et droit de cité.....	544
3.	Obligation de pourvoir à l'entretien de la communauté.....	544
4.	Logement commun.....	545
5.	Représentation de la communauté.....	545
6.	Devoirs de renseigner.....	545
7.	Suspension de la vie commune.....	545
VI.	LES RAPPORTS PATRIMONIAUX.....	546
1.	Régime patrimonial / partenarial de base.....	546
2.	Régime conventionnel.....	547
3.	Droits successoraux.....	548

VII. LES EFFETS PARTICULIERS.....	548
1. Les empêchements à mariage.....	548
2. L'assimilation du partenaire enregistré à un parâtre ou une marâtre ..	548
3. Droit non reconnu à l'adoption et à la procréation médicalement assistée	548
VIII. DISSOLUTION JUDICIAIRE DU PARTENARIAT ENREGISTRE.....	549
1. Conditions	549
2. Effets	549
2.1. Effets de droit successoral	549
2.2. Attribution du logement commun.....	549
2.3. Effets sur la prévoyance professionnelle	549
2.4. Contribution d'entretien	550
2.5. Procédure et for	550